

Suite de la page 9

L'idée géniale était d'inverser les rôles au débat judiciaire et de mettre, sinon la justice, du moins le ministère public en situation d'accusé. Vergès et ses compagnons du collectif estiment qu'il est temps que la défense soit basée sur des principes rigoureux. Ils écrivent :

«La conjoncture politique actuelle paraît constituer un climat favorable pour faire basculer l'opinion du pouvoir et l'amener à la fin à admettre que les militants appartenant aux «groupes de choc» ou à l'OS sont des soldats. Ce revirement peut être aidé et accéléré, si le militant adopte l'attitude classique d'un soldat révolutionnaire. Cette attitude que nous définirons schématiquement doit être générale et quasi uniforme pour marquer les esprits. «Le militant ayant accompli une mission qualifiée d'infraction criminelle par la loi coloniale devrait :

- décliner son identité, préciser son grade, dénier aux autorités policières et judiciaires françaises le droit de juger son action, invoquer la protection des conventions internationales de Genève, et alerter le Comité international de la Croix-Rouge ;
- invoquer l'ordre de l'autorité légitime du GPRA ;

- en second lieu, il est probable que cette attitude rendra plus scandaleuse, aux yeux de l'opinion française et internationale, l'exécution des condamnés à mort algériens ;

- pour créer des conditions favorables à ce revirement d'opinion que nous évoquons plus haut, il serait souhaitable que le GPRA DÉFINISSE D'URGENCE UN STATUT DU COMBATTANT ALGÉRIEN⁽¹⁰⁾ qu'il rendrait public. Ce texte, qui serait utilement invoqué auprès des tribunaux français, hâterait la reconnaissance du statut de réfugié politique algérien dans les pays limitrophes de la France et faciliterait l'action internationale ;

- à cet effet, le collectif considère qu'une nouvelle orientation de la défense est nécessaire et attend que vous lui précisiez la meilleure tactique à adopter en fonction des éléments d'appréciation que vous possédez⁽¹¹⁾.

En Algérie, le collectif est amené à assurer la défense auprès des juridictions militaires d'exception qui ont poussé comme palmiers nains sur les Hauts-Plateaux algériens. Un exemple parmi d'autres des difficultés rencontrées sur le terrain : le 23 juin 1960 s'ouvre à Sétif, devant le tribunal permanent des forces armées, le procès de douze accusés. Au cours des dix jours d'audience, maître Nicole Rein, avocate, membre du collectif parisien, substituant maître Maurice Courrégé dans la défense des accusés Kharchi et Guiddoum, a pu faire établir plusieurs points :

- la plupart des accusés avaient été torturés trente jours par l'électricité ;
- un médecin a constaté les traces de sévices ;
- les témoignages de l'accusation avaient été organisés par un commissaire de police ;
- les services du commissaire Dieterich procèdent à de nouveaux interrogatoires pendant plusieurs semaines (le délai normal de garde à vue étant de quarante-huit

heures), avant de les présenter au juge d'instruction ;

- M. de Verdilhac, commissaire du gouvernement, s'était vanté d'empêcher à l'avenir maître Courrégé, maître Vergès et maître Zavrian de plaider à Sétif : il avait même ordonné la saisie de leur correspondance avec leurs clients dont le secret est pourtant protégé par la loi ;

- le 2 juillet au matin, le commissaire Lafarge, commissaire principal aux renseignements généraux, enjoint à un inspecteur contractuel de prendre contact avec maître Nicole Rein, au prétexte de lui fournir des renseignements intéressants sur l'affaire dont elle s'occupe. Il l'entraîne dans un guet-apens où deux individus tentent de l'assassiner. L'avocate reconnaît l'un des policiers rencontré à l'hôtel de France où elle était descendue ;

- le 5 juillet, maître Courrégé, qui a pu se dégager de ses obligations professionnelles à Oran, se présente à la barre du tribunal pour assurer la défense de ses clients. En sa présence, et malgré son opposition et celle des accusés, des avocats d'office sont commis. Ceux-ci refusent de défendre Kharchi et Guiddoum.

- Le 6 juillet, Courrégé demande, par conclusions, un supplément d'informations. Les conclusions sont rejetées.

- le 7 juillet, après avoir, dans la

La parole de nos avocats n'a pas suscité l'action du 1^{er} Novembre. Elle l'a explicitée et justifiée sur le plan du droit naturel des peuples de décider de leur destin. Parmi eux, la voix de Vergès aura été des plus sonores.

chambre du conseil, refusé de serrer la main de maître Vergès, en présence du bâtonnier de Sétif, le commissaire du gouvernement de Verdilhac requiert à l'audience publique un an de suspension ferme contre maître Vergès, menaçant le tribunal de quitter son siège, si l'avocat n'était pas aussitôt condamné. Pendant cette même journée du 7, et au même instant, au monument aux morts, le préfet et le général commandant la zone s'associent à la protestation des policiers locaux contre la présence des avocats parisiens au tribunal permanent des forces armées de Sétif ;

- le 9 juillet, maître Courrégé et maître Vergès sont expulsés d'Algérie. Vergès est suspendu par jugement de défaut. Nicole Rein n'est ni entendue ni confrontée à ses agresseurs. Kharchi et Guiddoum sont condamnés à mort. L'audience est levée. Justice est rendue.

Dans la lettre du 17 février 1960 que nous avons évoquée plus haut, Jacques Vergès ajoutait : «Avec les confrères qui acceptaient comme nous cette tâche, nous avons voulu, sans souci des menaces précises, réitérées, anonymes, officieuses ou officielles⁽¹²⁾, malgré les préjugés, les intérêts et l'horreur de cette guerre, que les accusés, quels que soient la qualification appliquée à leurs actes et le mépris dans lequel certains voudraient tenir leur idéal, puissent trouver, en face d'eux, des visages qui ne soient pas seulement ceux des juges, des procureurs, des policiers, des soldats et des bourreaux.» Ils trouvèrent effectivement auprès de cette centaine d'avocats des défenseurs dévoués, deve-

nus souvent amis engagés et parfois frères de combat, pour la préservation de la dignité humaine dans l'acceptation de la liberté des peuples.

Malgré les menaces qui n'ont jamais cessé de planer sur sa tête, le collectif, conformément à la mission impartie, va poursuivre et amplifier la lutte politico-juridique de la dénonciation de cette guerre absurde et des horreurs qu'elle charrie. Le bureau de presse dont Vergès est la cheville ouvrière se dépense sans compter. Il va fournir aux revues telles que *Les Temps modernes*, ou à des périodiques comme *Vérité et Liberté*, ou *Témoignages et Documents*, la lettre de la Croix-Rouge internationale demandant l'ouverture des charniers de la villa Sésini et de la Corniche à Alger, de la Cité Ameziane à Constantine, des documents inédits sortis clandestinement des camps de Bossuet et de Paul-Cazelle en Algérie.

La Gangrène est diffusée sur le plan international. Elle est traduite en anglais, en allemand, en suédois, en arabe et en hongrois. Épuisée en France, la brochure est réimprimée en Suisse. D'importants extraits sont publiés dans divers journaux américains. Le bureau publie *le Droit et la Colère*, *La Défense politique*⁽¹³⁾ ; *Nuremberg pour l'Algérie* provoque aussitôt l'inculpation de ses auteurs et sa saisie⁽¹⁴⁾.

Un *Nuremberg* bis est aussitôt publié et transmis à Belgrade, à New York, au Mali. La revue *Révolution* de Cuba reproduit le numéro bis dans son intégralité.

Le bureau rassemble toute la documentation qui permettra à Paulette Péju de publier, chez Maspero, *les Harkis à Paris*, livre qui sera bien entendu saisi ; Marcel Péju publie de son côté des extraits de la sténographie du procès du réseau Jeanson. Lanzman rassemble, dans *Les Temps modernes*, en un article retentissant intitulé «L'humaniste et son chien», les informations fournies par le bureau de presse. Le bureau belge, de son côté, assure l'essentiel des travaux de préparation des deux colloques juridiques sur la guerre d'Algérie, tenus à l'initiative de la Fédération, les 18 et 19 mars 1961 à Bruxelles, et les 2, 3 et 4 février 1962 à Rome.

Jusqu'au cessez-le-feu, la lutte de l'émigration va s'intensifier, la répression durcir et grossir la détention algérienne. Aussi la douzaine d'avocats des années 1957-1958, attelée à une tâche de plus en plus lourde, va faire appel à tous les confrères de bonne volonté pour renforcer ses rangs. Le collectif finira par compter une centaine d'avocats, qui consacreront tout ou partie importante de leur temps à la défense des militants⁽¹⁵⁾. Ainsi ont plaidé :

- à Paris : Beauvillard, Nahori, Glayman, Schulmacher, Lombrage, Pamier (surtout à Caen), Epelbaum, Viala, Souquière, Colombier, Likier, Lenoir, ainsi que six avocats du PSU ;
- à Lyon : Cohendy, Berger, Delay,

Bouchet, Régine Bessou, André Bessou, Bonnard ;

- à Grenoble : M. et M^{me} Mathieu-Nantermoz ;
- à Marseille : Bernus, Gouin, Simon, Soigneren (à Grasse) ;
- à Avignon : Coupon et Serre ;
- en Belgique : Moureaux, de Kock, Draps, Merchies, Lallemand ;
- pour le Nord-Est : Zavrian, Tchang-Charbonnier, Portalet, Bellanger, Waro, Fenaux, Humbert, Roger, Netter ;
- à Versailles : Marie-Claude Radziewski, Nicole Rein et Bouchard ;
- en Algérie : Courrégé, M^{me} Courrégé, de Felice, Jeager, Moutet, Aaron, Poulet, Rouchewski, Allepot, Wallerand et bien d'autres encore qui apportaient leur aide occasionnelle.

Ainsi pendant des années, des avocats français ont assuré, en France et en Algérie, pour le plus grand honneur du barreau, la défense de dizaines de milliers d'Algériens qui leur ont accordé leur confiance. Ce n'est pas, alors, l'avis des services de police qui se demandent si leurs agissements «n'outrepassent pas le libre exercice des droits de la défense et s'ils ne constituent pas plutôt, par l'aide et l'assistance qu'ils apportent au FLN, une atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat». Pour ces mêmes services, «la dépendance sous laquelle des avocats se sont placés vis-à-vis du FLN pose problème de savoir s'ils peuvent être considérés encore comme auxiliaires de la justice ou de ceux qui sont en lutte contre la France⁽¹⁶⁾.

Au moment où, précisément, la journée écoulée du 19 mars donne lieu de la part de certains à une guerre des mémoires, au moment où les plaies cinquantenaires devraient être pansées puis cicatrisées, l'engagement, les périls encourus, les sacrifices consentis par les avocats du collectif, dont plus d'une vingtaine ont été, il y a quelques années, dans ce même lieu, décorés de la médaille de la reconnaissance, ces avocats auront été en fait symboles de la compréhension et artisans de la réconciliation de part et d'autre de la *Mare Nostrum*. Dans ses *Mémoires de guerre*, le général de Gaulle écrivait :

«Je parle. Il le faut bien. L'action met les ardeurs en œuvre. Mais c'est la parole qui les suscite.»

La parole de nos avocats n'a pas suscité l'action du 1^{er} Novembre. Elle l'a explicitée et justifiée sur le plan du droit naturel des peuples de décider de leur destin. Parmi eux, la voix de Vergès aura été des plus sonores. Et pour revenir au binôme salaud magnifique, nous en avons, certes, peu développé le premier terme.

«Salaud»... parfois, puisqu'il n'a guère épargné ses amis de la guerre d'indépendance, les traitant de «potiches» durant la décennie noire. «Magnifique»... toujours, par la puissance de son verbe,

le brio de ses répliques et le panache de ses discours.

.... Et pour longtemps encore, aux yeux de ceux qui l'ont côtoyé.

Je vous remercie de votre attention.

**A. H.
Discours à l'occasion de la Journée nationale de l'avocat. Hôtel Aurassi - Lundi 23 mars 2015.**

(1) Blaise Pascal - Pensées 1669.

(2) Dominique Schneider. *Le Corps principal*.

(3) Entretien avec maître Vergès, 8 juin 1984.

(4) C'est ce qu'exprime parfaitement Jean-Marie Domenach : «Quand on empêche les gens de voter, de parler, d'écrire comme ils l'entendent, ils finissent toujours par prendre le fusil.» *Revue Esprit*, 1955.

(5) Amokrane Ould-Aoudia, l'un des premiers membres du collectif, a été en mai 1959 abattu dans son cabinet, très vraisemblablement par les services spéciaux français au moyen d'un revolver silencieux. Sept autres avocats, membres du collectif, Michèle Beauvillard, Marie-Claude Radzieswki, Benabdallah, Courrégé, Oussedik, Vergès et Zavrian, recevaient également des menaces de mort. Voir l'article de *France-Soir*, 23 mai 1959.

(6) A partir de 1960, ces juridictions seront confiées au col-

lectif belge, en particulier à Maîtres Moureaux, Merchies et Cécile Draps.

(7) Récit de ce procès dans *Les Porteurs de valises* d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, éditions Albin Michel, 1979 et éditions du Seuil, coll. «Points Histoire», 1982.

(8) *L'Express*, 16 novembre 1961.

(9) *Mélange* - Gallimard - 1941.

(10) En majuscules dans le texte du rapport.

(11) Rapport de la réunion du Collectif du 3 juillet 1960 adressé par «Belley» (Belkaïd) à «Alain» (Haroun) et destiné au Comité fédéral. Celui-ci ne pouvait, sur ce point, prendre une décision qui dépassait sa compétence. Aussi cette proposition fut-elle adressée in extenso au GPRA, qui, pour des raisons que l'on ignore, n'a jamais promulgué les textes que l'on espérait.

(12) Elles s'étaient déjà traduites, au moment où cette lettre fut

écrite, par : un assassinat, une arrestation suivie d'une radiation, deux internements au camp, une dizaine d'expulsions.

(13) Dont J.F Held du journal *Libération* dira : «Le titre est un programme, il définit la manière d'un groupe de jeunes avocats aux idées et à la conduite discutées mais incontestablement courageuses.»

(14) Vergès, poursuivi pour atteinte à l'intégrité du territoire, revendique devant le juge d'instruction sa responsabilité par une lettre du 10 juillet 1961 qui est un terrible réquisitoire contre la violence dont sont victimes l'Algérie et l'Afrique tout entière.

(15) Les honoraires étaient, en 1961, de 20 000 à 150 000 anciens francs par mois pour un avocat consacrant une partie ou la totalité de son temps au collectif. Leur modicité fait litière des accusations de la presse de droite ou du rapport de la DGSN du 2 mai 1960, selon lequel les avocats étaient mus par un unique intérêt matériel.

(16) Rapport de la DGSN, 2 mai 1960.